

arrivés à leur perfection : en effet, tous les bois qui sont venus ici étant faits avec ces arbres qui sont sur leur retour, étaient viciés.

Si on accordait à notre commerce de bois d'Amérique des encouragements convenables, comme on fait en Irlande pour les manufactures de toiles, & dans la Caroline pour la culture de l'indigo & la fabrication de la résine & du goudron, si l'on faisait comme on a fait en Norwege, des loix & des réglemens pour étendre cette branche de commerce, en ne permettant pas qu'on abatte des arbres que dans la saison convenable, & quand ils auraient assez de grosseur pour pouvoir fournir des pièces de 10 pouces nets d'équarrissage, alors nous tirerions de bons bois d'Amérique, & qui vaudraient au moins 20 pour cent de plus que ceux qu'on nous envoie aujourd'hui; car pour estimer au juste la valeur de cette marchandise, il faut autant s'attacher à la qualité qu'à la quantité.

Les fers & les bois que nous tirons du Nord de l'Europe, font tourner entièrement la balance de ce commerce à notre désavantage, & nous enlèvent beaucoup d'argent comptant, outre qu'ils ne bénéficient en rien notre navigation, ces marchandises nous étant exportées le plus souvent sur des Vaisseaux étrangers; enfin, il en résulte une perte réelle pour nos Colonies qui ne nous fournissent point ces articles; & c'est définitivement la ruine de nos manufactures, que nos Colonies emploieraient plus qu'elles ne le font, si nous leur donnions une préférence qui leur est due à tant d'égards.

LETTRE de M. Baffert, Mécanicien,
aux Auteurs de la Gazette & du Journal
d'Agriculture, Commerce & Finances.

MESSIEURS,

J'ai lu dans votre Gazette, N°. 38, le compte rendu à MM. de la Société Royale de Londres, par un des Commissaires chargés d'examiner la montre de M. Harisson, dont l'objet est de connaître en mer les degrés de longitude par la connaissance des méridiens des lieux, & c'est d'après la description que renferme ce rapport,

que je me crois autorisé à vous adresser les observations suivantes.

Les défauts que M. Harisson trouve dans les montres ordinaires, sont certains, & même elles en ont d'autres; mais les remèdes qu'il y apporte me paraissent propres à les augmenter, du moins si la description que donne votre Gazette, est véritablement celle de la montre de M. Harisson.

Je puis me tromper dans cette opinion; mais je m'en rapporte aux lumières des Sçavants.

Premièrement, la force motrice de la montre de M. Harisson, varie dans les secondes.

Il est d'expérience qu'un ressort quelconque, en quelque degré qu'il soit de sa bande, s'il peut encore souffrir deux degrés de plus, il aura au dernier degré plus de force qu'au premier, & au premier plus qu'à sa bande naturelle; c'est ce qui est très bien démontré par un pèson à ressort: c'est pourquoi, comme le premier ressort qui produit la force motrice de la montre de M. Harisson, perd sa seconde bande & la reprend successivement 8 fois par minute, il est certain qu'il fait plus d'impression à la première seconde qu'à la 7^e. & que cette impression doit être d'autant plus sensible sur le balancier, que le moteur qui agit directement sur la roue d'échappement, en est prochain; en outre, comme il est de toute vérité que si (toutes autres choses restantes *in statu quo*) le ressort agissait continuellement avec son plus haut degré de force, la montre avancerait, & que s'il agissait avec son plus faible degré de force, elle retarderait; il est donc constant que la régularité des secondes ne pourrait subsister depuis la première jusqu'à la quinzième par rapport à la révolution de 7 & demi. Si la force motrice se fut renouvelée 10 fois par minute, les variations se trouveraient comprises dans l'intervalle de 6 secondes. Si elle se fût renouvelée 6 fois par minute, elles auraient été renfermées dans l'espace de 10 secondes; en supposant encore qu'elle ne contribuât point à se faire renouveler, & qu'elle ne fût en nulle manière interrompue ni avant, ni après, ni pendant sa révolution; en outre quoique ce ressort ne puisse être

sucre brut & terré, du café, de l'indigo & des confitures. Un arrive du Port-au-Prince, la *Levrette*, Capitaine Muffart. Il est chargé de sucre brut, d'indigo, de café, de cuirs en poil & tannés, de sirops & de confitures. Les autres viennent de différents Ports de France & de l'Etranger, & apportent différentes marchandises & denrées, comme du froment, du bœuf sale, du fer en barre, &c.

Les sucres blancs première sorte, valent ici 60 à 62 #; 2^e. sorte, 56 à 58 #; 3^e. sorte, 52 à 54 #; les blancs communs, 46 à 48 #; les petits communs, 40 à 42 #; le sucre tête, 36 à 38 # le quintal; le sucre brut de Léogane est de 34 à 36 #; celui du Cap, de 32 à 34 #; de S. Louis, de 30 à 32 #; de la Martinique, de 22 à 24 # aussi le quintal.

Le café de la Martinique nouveau fin, est de 17 à 17 # 6 d.; d^o. marchand, de 15 à 16 #; d^o. vieux, de 13 à 14 # la lb; celui de St. Domingue nouveau fin, de 14 # 6 d. à 15 #; d^o. marchand, de 13 à 13 # 6 d.; d^o. vieux, de 12 à 12 # 6 d.; d^o. jaune, de 15 à 15 # 6 d. la lb.

L'indigo bleu & violet est à 9 # 10 # & 10 #; mélé, à 7 # 10 # & 8 #; cuivré fin, à 6 #; d^o. marchand, à 5 # 10 # & 15 #; d^o. inférieur, à 4 # 15 # & 5 # la lb.

Le coton de St. Domingue se vend depuis 145 # jusqu'à 150 #, & celui de la Martinique, depuis 135 jusqu'à 140 # le quintal.

Le Gingembre blanc est à 30 #; le gris, de 22 à 24 #; cannefice à 15 # le quintal; le rocou est à 22 #; le cacao de Caraque à 42 #; de la Martinique, à 13 & 13 # 6 d. la lb.

Les sirops de sucre sont à 15 #; l'amidon à 18 & 19 #; le fer assorti de Suède, à 16 & 17 #; le plomb en saumon, à 24 #; le fer blanc, à 130 # le quintal.

De LA ROCHELLE le 20 Avril 1765.

Le Navire la *Félicité*, Capitaine Fouché, est arrivé ici le la Louisiane; il apporte pour cette Place 1 barrique & 11 quarts d'indigo, 11 barriques & 118 balles de pelleteries. Le reste de sa cargaison est destiné pour Bordeaux.

La vigne a un peu souffert par quelques gelées de nuit qu'on a essuyées aux environs de Cognac & d'ici; mais s'il ne

lui arrive pas de plus grand accident, on pense que l'augmentation survenue dans le prix des eaux de-vie, ne s'accroîtra pas davantage.

Cette liqueur vaut à Cognac 81 #; ici & à l'Isle de Ré, le même prix; à Seudres & à Oléron, 77 # les 27 veltes.

Le sel de chaudière de Seudres, est à 540 #; le blanc, à 600 #; celui de Ré, à 680 # les 28 muids.

Le sucre blanc 3^e. sorte, se vend 52 à 53 #; le brut, 28 à 35 #; le sirop, 14 #; le coton de St. Domingue, 150 à 160 # le cent; le bois de Campêche, 16 à 17 # le cent; l'indigo cuivré vaut de 5 # 12 d. à 5 # 15 d. la lb, avec peu de demande; le froment se vend 180 à 176 # le tonneau; le café de St. Domingue, de 11 # & demi à 13 # & demi.

Les piastras valent 5 # 5 # 6 d.

De MONTAUBAN le 17 Avril 1765.

Prix du froment dans cette Généralité.

Le septier de froment mesure de Paris, a été vendu pendant la seconde quinzaine du mois dernier, à Montauban, 15 # 19 d.; à Moissac, 19 # 13 d.; à Caussade, 21 # 5 d.; à Cahors, 21 # 6 d.; à Gourdon, 20 # 1 # 9 d.; à Lauzerte, 19 # 7 # 5 d.; à Figéac, 19 # 9 d.; à Ville Franche, 18 # 4 # 2 d.; à St. Antonin, 19 # 7 # 5 d.; à Rodez, 18 # 15 d.; à Murdebassès, 15 # 6 # 10 d.; à Millaud, 21 # 5 d.; à S. Affrique, 20 # 17 # 8 d.

De SOISSONS le 19 Avril 1765.

Prix du froment dans cette Généralité.

Le septier de froment mesure de Paris, a été vendu pendant la seconde quinzaine du mois dernier, à Soissons, 14 # 5 d.; à Laon, 13 # 17 # 6 d.; à la Ferre, 14 # 2 d.; à Vervins, 15 #; à Coucy, 13 # 11 # 3 d.; à Ribemont, 16 #; à Marle, 13 #; à Rozoy, 13 # 15 d.; à Hirson, 16 #; à Guize, 16 # 4 d.; à Noyon, 14 # 4 d.; à Chauny, 14 # 17 # 6 d.; à Ham, 15 # 4 d.; à Clermont, 14 # 5 # 3 d.; à Crespy, 13 # 10 d.; à Chateau-Thierry, 12 # 9 # 4 d.; à Ferre-en-Tardenois, 12 #.

De CAEN le 19 Avril 1765.

Prix du froment dans cette Généralité.

Le septier de froment mesure de Paris,

15 β ; — d°. inférieur, 4 $\#$ à 4 $\#$ 5 β la liv.; — coton de S^t. Domingue, 160 $\#$; d°. de la Martinique, 135 à 140 $\#$; — gingembre gris, 22 $\#$; — canefice, 17 $\#$; cuirs tannés, 50 $\#$; — d°. en poil, 14 à 15 $\#$; — gingembres & citrons confits, 15 β la liv. — rocou 15 β ; — cacao de la Martinique, 12 à 13 β ; — syrop de sucre, 13 $\#$; amidon, 18 à 20 $\#$; — fer assorti de Suede, 16 à 17 $\#$; — plomb en saumon, 24 $\#$; — fer blanc, 125 $\#$ le quintal.

D U H A V R E, le 24 Octobre 1765.

D É P A R T de Navire.

Il est sorti de ce Port le 20 Octobre le Navire l'*Elizabeth-Marie*, de 180 tonneaux, du Havre, Cap^e. *Denys Boutard*, allant à la Martinique, chargé de 383 barils & 30 quarts de bœuf; — 20 caisses de chandelles; — 132 frequins de beurre; — 20 frequins de suif; — 4 barils & 18 ancras de saumon; — 154 barils de farines; — 50 balles ballots de toilerie, mercerie & clincaillerie.

A R R I V É E de Navires.

Il est entré dans ce même Port du 20 au 22, les Navires la *Favorite*, de 350 tonneaux, Armateurs MM. J. B. Feray & Daugirard, Cap^e. C. Gamot, du Havre, venant de la Martinique & de la Guadeloupe, & parti de ce dernier lieu le 1^{er} Septembre, chargé de 70,800 l. de sucre blanc & terré; — 149, 250 liv. d°. commun; — 60, 141 l. d°. tête; — 28, 907 l. de coton; — 120, 862 l. de café; — 178 quintaux de bois de campêche; — 199 l. de cacao; — l'*Aventure*, Cap^e. *Al-lin Penny*, de Cork, venant de Cork avec 372 barils de bœuf; — 6021 quarts de beurre; — 108 caisses de chandelles; — 2 quarts de langues; — le *Neptune*, de 200 tonneaux, Armateur M. A. Limozin, Cap^e. C. Prevost, du Havre, venant de la Guadeloupe, d'où il était parti le 7 Août chargé de 63, 535 liv. de sucre blanc; — 28, 500 l. de sucre commun; — 49, 039 l. de coton; — 30, 604 l. de café.

D E R O U E N, le 28 Octobre 1765.

I M P O R T A T I O N.

Il est entré dans le Port de cette Ville du 12 au 24 Octobre, les Navires du Ca-

pitaine P. Langlois, venant de Dieppe avec de l'huile de poisson, de la colle forte, de la litarge, de l'ocre & de la couperose; — des Capitaines P. Boisse, G. Loret, J. Durand, Leroi, venant de Honfleur, chargés de coton en laine, de café, de gingembre, de sucre & d'indigo; — des Capitaines Minot & Avoine, venant de Cherbourg, chargés de soude, de varec, de beurre & autres; — des Capitaines G. Hericher, C. Fosse & Rousseau, venant du Havre, chargés de coton en laine, de sucre, de café, d'indigo & de cacao; — du Capitaine Dupuy, venant de Bayonne, chargé de 203 balles de laine d'Espagne, 130 balles de reglisse, 6 futailles de rocou, 2 ballots de pelletterie, 4 sacs d'écorce de gayac, 1 paquet d'écaillés; — la *Syrene*, Cap^e. J. B. Boutard, venant de Lisbonne, chargé de 143 ballots de coton en laine; — 9 sacs de bled; — 2452 cuirs secs en poil; — 37 caisses de citrons; — 626 buches de bois de Fernambourg, du sucre, des rognures de carret, du baume de capahu; — l'*Espérance*, Capitaine Jorgen Dyrborg, venant du Port Grond, en Norwege chargé de planches & de monnoie de cuivre; — les Navires des Capitaines J. Busbidge & Guil. Weeb, venant de Chichester, chargés de meubles; — du Capitaine Geert Syben, venant de Hambourg chargé de 93 balles de laine d'Allemagne, 12 futailles de cire, 67 barils de bray, 10 lest de goudron, de la viande fumée, & du bois de grolfil; — des Capitaines Ayarza & Ant d'Albarez, venant de Bilbao, chargés de 520 balles de laine d'Espagne, 2 caisses de jambons, du cacao, des citrons & des pois verts.

Il est aussi entré par terre en cette Ville, 4 boucauts, 3 bariques, 10 quarts d'indigo des Isles; — 30 furons d'indigo d'Espagne; — 2 barils de cochenille; — 12 caisses de savon; — 27 balles de coton en laine; — 1 barique de rocou & 2 caisses de thé.

M A N U F A C T U R E d'étoffes de laine de la Généralité de Caen.

On a fabriqué à Caen, à Bayeux, à Vire, à Condé, à S^t. Lo, à Cherbourg, à Valogne, pendant les six premiers mois de cette année, tant en draps qu'en diffé-

Rentes autres étoffes de laine . 8795 p.
dont l'estimation est de . . . 643,394^{fr}

Le premier semestre de 1764, n'avait
fourni que 8725 p.
estimées 640,030^{fr}

L'augmentation est de 70 p.
Et la valeur de 3364^{fr}

Cette augmentation fait voir que le commerce des draperies continue à s'accroître dans cette Généralité, & l'on espère que ces progrès iront beaucoup plus loin lorsqu'on sera parvenu à porter la filature au degré de perfection qu'on se propose, & dont elle est susceptible.

MANUFACTURES de toiles de la même Généralité.

Pendant les six premiers mois de cette année, on y a fabriqué . . . 15233 p.
Estimées 1,063,232^{fr}

Et en 1764, on n'avait fabriqué pendant le pareil semestre que . . . 13987 p.
Estimées 979,689^{fr}

Ainsi l'augmentation est de . 1246 p.
Estimées 83,544^{fr}

On emploie dans les toiles & toileries de cette Généralité des fils de lin, de chanvres, d'étoupes & de coton. On tire du Pays même des lins gris & des lins blancs d'une bonne qualité. Les gris qui croissent dans le territoire de Barent & aux environs, sont les meilleurs, & il s'en fait un commerce très-considérable. On en tire aussi de Picardie & d'Artois. Ils sont plus forts que ceux du Pays, mais on a plus de peine à les faire blanchir. On en fait venir encore de Flandres & de Calais; ils sont de bonne qualité. Les chanvres qu'on emploie dans cette généralité, croissent dans le Pays dont le terrain leur est propre. Les cotons dont on fait le plus d'usage viennent de St. Domingue, de la Martinique & de la Guadeloupe. On se sert aussi de ceux d'Andrinople, de Smirne & d'Acre.

§. II.

DE ROUEN, le 28 Octobre 1765.

NAVIRES en armement.

Les Navires le Duc d'Orléans, de 200 ton.

Cap^e. Henri Deslondes Daupley, nouvellement construit en ce Port, & la Syrene, de 120 ton. Capitaine J. B. Boutard, sont en charge en ce Port, le premier pour aller en droiture à la Nouvelle Orléans, le second pour Lisbonne. Ils partiront incessamment tous les deux.

FINANCES.

Cinquante-huitième Loterie de la Ville tirée
le 24 Octobre 1765.

NUMÉROS.	L O T S.
5621	. . . 50000 ^{fr} .
19375	. . . 20000.
2749	. . . 10000.
3294	. . . 10000.

Paiemens des rentes sur l'Hôtel de Ville.

PAYEURS. MM.	Parties.	Lettres.	Prochain paiement de Nov.
Hargenvilliers,	1 ^e .	L.	8
Caron,	2 ^e .	J.	9
Iffaly,	3 ^e .	J. viag.	8
Maupassant,	4 ^e .	L.	7
Deschamps,	5 ^e .	H.	8
Hoscheron,	6 ^e .	L.	9
Fauveau,	7 ^e .	J. p. l. v.	8
Raynal,	10 ^e .	J.	9
De Pigis,	11 ^e .	P.	9
Streek Castelle,	12 ^e .	L.	9
De Tournieres,	15 ^e .	M.	5
Boutet de Moulers,	17 ^e .	M.	6
Philippe,	18 ^e .	J.	5
Clouet,	19 ^e .	L.	9

FAUTE à corriger dans la dernière Gazette, page 347, 1^{re} colonne, ligne 11, supprimez le mot que,

COURS DES CHANGES ET EFFETS PUBLICS A PARIS.

Octobre 1765.	Du Lundi 28.	Mardi 29.	Mercredi 30.	Jeudi 31.
Actions des Indes.		1337 $\frac{1}{2}$	1337 $\frac{1}{2}$	
Emprunts de la Comp.				
Promesses à 5 p ^o		14 $\frac{1}{2}$		
Promesses à 4 p ^o		35	36	
Actions des Fermes.		985. 87 $\frac{1}{2}$	987 $\frac{1}{2}$ 90.	987 $\frac{1}{2}$ 90. 87 $\frac{1}{2}$
Lots de la 3 ^e Loterie. {		12 ^c . 23	17	17
Amortissement.				
2 B p ^h du Dixième.		7 $\frac{1}{2}$		
Annuités.		413	413	413
Coupons d'annuités.		81 $\frac{1}{2}$	81 $\frac{1}{2}$ 81	81 $\frac{1}{2}$
Emprunt de 50 millions		14 $\frac{1}{2}$ 2 ^m 14 $\frac{3}{4}$	14 $\frac{1}{2}$	14 $\frac{1}{2}$ 14 $\frac{3}{4}$ 2 ^m
Colonies, 1759.		22. 12 ^m . 23	21. 21 $\frac{1}{2}$ 6 ^m	21 $\frac{1}{2}$ 7 ^m
Canada.		33 $\frac{1}{2}$	33	33
Époques.		18. 10 ^c . 23	10 ^c . 23	
Comp ^c . Loterie.				
Récépissé Nouette.				26
CONTRATS.	F E S T E.			
Sur la Ville.				
A 4 p ^o				
3 p ^o sur les Cuirs.		49		
3 p ^o sur les Postes.				
Bretagne.				
Languedoc.				
Bourgogne.				
Sur le Clergé.				
Tailles. { Glité de Paris.				
{ de Province.				
CHANGES.				
Amsterdam.		56 $\frac{1}{4}$	56 $\frac{1}{8}$	56
Londres.		31 $\frac{7}{8}$	31 $\frac{1}{10}$	31 $\frac{1}{10}$
Hambourg.		176 $\frac{1}{4}$	176 $\frac{1}{2}$	176 $\frac{1}{4}$
Madrid.		15 3	15 3	15 3
Cadix.		15 2	15 2	15 2
Livourne.		97 $\frac{1}{2}$	97 $\frac{1}{4}$	97 $\frac{1}{4}$
Lyon, Saints.		$\frac{5}{8}$ perte.	$\frac{5}{8}$	$\frac{5}{8}$ à $\frac{1}{2}$

A V I S.

Cette Gazette paraît deux fois par semaine, le Mardi & le Samedi: & le Journal le 15 de chaque mois: on y insère gratis tous les Avis relatifs aux différens objets qu'ils traitent. L'abonnement pour la Gazette seule est de 24 ^h, & pour le Journal seul, de 18 ^h par année qui se payent d'avance. Il faudra s'adresser dorénavant à M. DE GRACE, Directeur & Receveur au Bureau rue Traversière, Bute Saint Roch. On prie d'affranchir le prix des abonnements & des ports de lettres. Les personnes qui souscriront pour la Gazette & pour le Supplément ou Journal, ne payeront que 36 ^h par an. On recevra ces différens écrits périodiques francs de port dans tout le Royaume.

A PARIS, de l'Imprimerie de KNAPEN, au bas du Pont S. Michel. 1765.

SUPPLEMENT
DE LA
GAZETTE DU COMMERCE,
DE L'AGRICULTURE ET DES FINANCES

Du 31 Août 1765.

**REPONSE des Négocians de Charente, Cognac, Jarnac
& Pons en Saintonge, à une Lettre insérée le 12 Mars
1765, dans la Gazette du Commerce, au N^o. 21.**

NOTRE premier mouvement à la lecture d'une lettre de M. de Montalembert insérée dans la Gazette du Commerce du 12 Mars 1765, N^o. 21, a été d'en rendre plainte en justice, comme tout homme calomnié par un libelle, a droit de le faire.

L'Auteur de cette Lettre nous y défère au Roi & à toute l'Europe comme coupables de *manœuvres* criminelles dans le commerce de l'Eau-de-vie : suivant lui, nous *dupons le vendeur & l'acheteur*, nous faisons un *monopole* punissable ; nous vendons & achetons à faux poids & à fausses mesures ; c'est-à-dire que nous méritons le dernier supplice, puisque c'est la peine infligée par les Loix du Royaume à ceux qui sont convaincus des crimes dont sommes accusés.

A voir la gravité de ces imputations, soupçonneroit-on que M. de Montalembert ne dise même pas qu'il en ait la moindre preuve : il entend donc qu'il faut l'en croire sur sa parole, & que sans autre examen, le Gouvernement doit prendre les mesures les plus promptes pour empêcher des *abus aussi crians*.

Si notre dénonciateur dit la vérité, nous devons être punis, & notre première peine sera la honte d'être publiquement convaincus de malversations deshonorantes : mais si sur son propre exposé, M. de Montalembert est lui-même convaincu de calomnie dans les faits, d'inconséquence dans les raisonnemens, & d'absurdité dans les avis qu'il donne sans mission au Ministère, point de doute que nous ne fussions fondés à demander dans les Tribunaux une réparation aussi authentique que l'a été l'insulte, & que l'on ne prononçât contre lui les peines dues aux calomniateurs.

Telle seroit la façon dont nous serions en droit de nous conduire, si nous étions aussi portés que notre adversaire à supposer dans nos concitoyens des sentimens si peu dignes de gens d'honneur. Mais nous aimons mieux croire que trop touché des clameurs de quelques Cultivateurs de mauvaise foi, il s'est laissé entraîner à un patriotisme peu réfléchi, & que séduit par la pureté de ses intentions, il a cru que le rôle de dénonciateur n'avoit rien de honteux, dès qu'il s'agit de déférer au Gouvernement des abus dont l'existence lui a paru démontrée. Rien n'est cependant plus chimérique que ces abus : en voici la preuve.

L'Auteur de la Lettre annonce d'abord » que la nouvelle façon dont nous éprouvons la force des Eaux-de-vie, devient un *abus des plus crians pour le Cultivateur* à qui *cela* cause une grande diminution sur ses revenus : qu'autrefois on » avoit une méthode toute simple pour éprouver la même liqueur, en la secouant » dans une phiole, ce qui occasionne de petites bouteilles dont la vivacité & la » durée indiquent la force de l'Eau-de-vie, & que l'Etranger ne s'est jamais plaint » tant qu'on a suivi exactement cette méthode.

Qui ne croiroit, à voir ce début, que M. de Montalembert lui-même est persuadé de la supériorité de l'ancienne méthode sur la nouvelle ? Qui ne croiroit qu'il va en

A

conséquence proposer l'abolition de l'une pour faire rétablir l'autre dans ses premiers droits. C'est cependant tout le contraire qui est arrivé. M. de Montalembert, lorsqu'il propose son avis pour la réformation de ces abus si crians de la nouvelle méthode, veut que le Gouvernement abandonne l'ancienne & préfère la nouvelle.

Il n'auroit pû conclure autrement sans s'exposer au ridicule, aux yeux de tous les connoisseurs; car vouloir aujourd'hui éprouver les Eaux-de-vie, suivant la méthode que M. de Montalembert paroît si fort regretter, ce seroit proposer de connoître en Justice la vérité par l'épreuve du fer chaud & de l'eau bouillante.

Rien en effet de plus infidèle que de se fier aux petites bouteilles ou bulles que produit l'agitation sur de l'Eau-de-vie: il est très-aisé de faire beaucoup mousser de l'Eau-de-vie très-foible, & même mêlée avec moitié d'eau pure. Au lieu qu'avec la nouvelle méthode que nous suivons, il est impossible de se tromper sur la force de la liqueur.

Eh! quelle est donc cette méthode? A entendre M. de Montalembert, on croiroit que c'est quelque Talisman inexplicable. *L'Epreuve* des Négocians n'est autre chose que le Barometre des Physiciens dont on est redevable à la Société Royale de Londres, & que toutes les autres Académies des Sciences ont approuvé. Tous les Sçavans ont reconnu que cet instrument seul pouvoit donner la vraie force des liqueurs, en conséquence ils l'ont perfectionné, & l'ont nommé Hydrometre ou Pese-liqueur.

Cet instrument est ordinairement de cuivre, d'argent ou de verre. Dans la partie inférieure l'on fait un petit globe où l'on insère une certaine quantité de Mercure; ce petit globe est surmonté d'un plus grand auquel il est joint, & qui ne contient que de l'air. De ce second globe, sort une tige de quelques pouces de hauteur sur laquelle sont marqués différens degrés. Plus cette Epreuve, ainsi composée, enfonce dans la liqueur, plus cette liqueur est spiritueuse & parfaite.

L'on parvient même par cet instrument, à corriger les différences que le froid ou le chaud peut faire sur les liquides. Le degré exigible est moins fort en hiver qu'en été. L'on a établi pour l'Eau-de-vie marchande un point fixe sur lequel le vendeur & l'acheteur sont d'accord, & ce degré a été réglé pour l'Eau-de-vie de Cognac environ à cinq pour cent au-dessous de la preuve de l'Eau-de-vie ordinaire.

Quand l'Eau-de-vie du vendeur se trouve au-dessus de l'Eau-de-vie marchande, on lui paye l'excédent qui se proportionne par la quantité d'Eau que peut supporter son Eau-de-vie. Si au contraire elle est plus foible, on lui fait une diminution proportionnée. Telle est cette mesure contre laquelle M. de Montalembert s'élève avec tant d'amertume.

Il est vrai que M. Geoffroi a donné dans les Mémoires de l'Académie, année 1718, pag. 37, une autre méthode pour connoître le degré de force des différentes Eaux-de-vie, mais cette méthode quoique exacte demande une attention extraordinaire & un appareil embarrassant, elle est conséquemment impraticable dans le Commerce. On ose même dire plus, elle est moins sûre que *L'Epreuve* des Négocians de la Charente, & l'on ne craint pas d'invoquer sur ce point le suffrage des Physiciens.

Le seul avantage qui manque à ces *Epreuves*, c'est de pouvoir être comparées entr'elles. Les Négocians loin de désirer que leur usage reste arbitraire, font au contraire des vœux pour que l'on procure à cet instrument la même perfection que M. de Reaumur a donnée au Thermometre, & que l'on donne à des points fixés le sceau de l'autorité publique: dès qu'il y aura un même poids & une même mesure, dès qu'ils seront autorisés & fixés d'une façon invariable, l'on aura dans ce Commerce la plus grande perfection possible, & les vaines clameurs d'un Cultivateur avide n'auront plus de prétexte.

Mais en attendant, il n'est pas moins vrai que l'Epreuve que M. de Montalembert présente comme l'instrument de la fraude, ne soit incomparablement supérieure à toutes les méthodes qui ont été employées jusques ici. Qu'importe, au reste, que l'Epreuve du vendeur ne s'accorde pas avec celle de l'acheteur, si chacun d'eux connoît avec certitude la marche de la sienne. Toutes les aunes ne sont pas de la même longueur dans le Royaume; arrive-t-il cependant la moindre surprise dans le Commerce par cette différence. Chaque Province, chaque Ville ne sçait-elle pas combiner la valeur & l'effet de la sienne, par comparaison avec celle de la Province ou de la Ville voisine?

Si cependant il peut encore y avoir d'autres méthodes que celles de M. Geoffroy

pour connoître la force des Eaux-de-vie, il faut les suivre. Les Négocians ne désirent rien tant eux-mêmes que de voir tout l'arbitraire banni d'une branche aussi importante du Commerce. L'on pourroit peut-être employer l'Aréomètre de M. *Homborg*, Mém. Académ. année 1699, pag. 46, & celui de M. de *Muschenbroc*, Essais de Physique, pag. 402. Mais ces méthodes ont le même inconvénient que celle de M. *Geoffroy*. Elles exigent des calculs très-embarrassants, & n'ont rien d'ailleurs de supérieur à l'E-prouvette. Elles doivent conséquemment rester dans les Cabinets des Physiciens.

La méthode des Négocians de la Charente est donc supérieure à toutes celles qui ont été connues jusqu'ici, puisque d'un côté l'usage en est facile, & que de l'autre elle comporte la plus grande perfection connue. Il suffit d'ailleurs que notre adversaire soit lui-même obligé de l'adopter après l'avoir blâmée, & d'abandonner la vieille routine, si capable de servir la cupidité du Cultivateur & du Marchand.

Quel peut après ces explications avoir été le crime des Négocians, de s'être servi de ces Eprouvettes? C'est, suivant l'Auteur de la Lettre » que chacun d'eux a deux » Eprouvettes réglées sur son caprice & sa cupidité, l'une pour acheter du Cultiva- » teur, & l'autre pour la livrer à son Commettant; ainsi nous vendons à deux poids & à deux mesures.

Et c'est un Particulier sans mission, (sans caractère relativement à nous) qui ose faire aux yeux de toute l'Europe des imputations aussi flétrissantes à un Corps de Négocians; qui les fait sans preuve; qui les fait sans oser citer le moindre fait particulier, la plus légère plainte de la part des Parties intéressées. A qui fera-t-il croire qu'un Cultivateur sera assez imbécille pour livrer sa denrée sur la simple assertion de l'acheteur? L'Eprouvette du Marchand empêche-t-elle le vendeur de sçavoir par son ancienne routine la valeur de son Eau-de-vie? Ainsi, parce que l'acheteur mesure avec son aune la toile du Tisserand, & qu'il lui dit qu'il n'y en a que tant d'aunes à la pièce, le Tisserand n'aura pas eu la faculté de mesurer avec la sienne, & il aura perdu la liberté de mettre à sa marchandise son véritable prix. Il faudra que sans hésiter il la livre à l'acheteur à son premier mot. On ne conçoit pas comment ces absurdités ont pu échapper à un homme instruit; encore moins, comment elles ont pu échapper à un homme en place, dans des termes si peu dignes de quiconque a reçu quelque éducation.

Notre dénonciateur après avoir dit » qu'avec l'ancienne méthode nous ne trouvions » pas que *cela* fit nos affaires; que nous accommodons la nouvelle suivant notre cupidité, » & de façon à faire le *monopole*; que suivant la *duperie* que nous avons faite au » vendeur, nous gagnons d'un coup de filet, un huitième, neuvième, ou dixième sur » ce marché & privant par cette manœuvre le propriétaire du fruit de ses travaux: ce dénonciateur ajoute » que si on pouvoit nous réduire à nous contenter du simple droit » de commission, on écarteroit bien des *banqueroutes* qui ne sont que trop fréquentes » parmi nous.

M. de Montalembert est-il bien d'accord avec lui-même sur ce point? Quoi! nous faisons le *monopole* avec notre nouvelle méthode, nous *dupons* nos vendeurs & nos acheteurs, nous privons par nos manœuvres le propriétaire du fruit de ses travaux, nous trompons nos Commettans avec une fausse mesure; & les *banqueroutes* ne sont que trop fréquentes parmi nous... Il faut avouer que nous sommes bien extravagants de commettre tant d'actions deshonorantes pour n'en tirer d'autre fruit que l'opprobre d'une banqueroute. Ce n'est pas ordinairement pour ruiner sa fortune que l'on commet les plus basses friponneries. Mais ce ne sont pas encore là les seules que l'Auteur nous impute.

» Comme l'Eau-de-vie, dit-il, ne peut pas être vendue directement à celui qui la » consomme, on est forcé d'avoir recours à des Commissionnaires, soit du dedans, soit » du dehors du Royaume. Ces Commissionnaires ne sont que dans les villes d'Orléans, » Nantes sur Loire, Angoulême, Château-Neuf, Jarnac, Cognac, Charente & Bor- » deaux: ce qui forme un petit nombre de personnes sur chaque rivière par les mains » de qui cette denrée doit passer, & fait que ces Messieurs font le *monopole* très-faci- » lement, n'ayant point de concurrent qui les forcent à hausser le prix de cette liqueur.

Qu'il nous soit permis d'abord de demander à M. de Montalembert comment il conçoit que l'Eau-de-vie ne peut passer que par les Commissionnaires, soit du dedans, soit du dehors du Royaume, & que cependant ces Commissionnaires ne se trouvent que dans les villes du Royaume? & comment il entend qu'y ayant des Commissionnaires

François & étrangers, il n'y a aucune concurrence dans ce commerce ? Il faudroit au moins être d'accord avec soi-même quand on s'érige en réformateur.

En supposant même que ce commerce ne se fit que par des François, comment arriveroit-il que des Négocians placés à autant de distance les uns des autres, jaloux à l'excès de leurs confreres, opposés d'intérêts entr'eux, fissent une espèce de conspiration contre le cultivateur ? M. de Montalembert a-t-il au moins quelque preuve de cette ligue ; en indique-t-il même quelque apparence ? non : il fait un rêve, & il ose le présenter au Gouvernement comme une réalité.

L'expédient qu'il propose pour détruire ce phantome qu'il avoit créé, est aussi peu raisonnable que ce qu'il a proposé jusques ici pour remédier à l'abus du concert qu'il suppose entre les Commissionnaires. Il faudroit, suivant lui » qu'ils ne pussent enmagasiner l'Eau-de-vie que pour huit ou quinze jours ; au moyen de cela ils ne feroient leurs achats que conformément aux demandes qu'on leur feroit ; il pourroit y avoir alors de la concurrence, qui tourneroit au profit du cultivateur.

Ne croiroit-on pas, à la lecture de pareilles propositions, que leur Auteur vivoit dans ces siècles où les premiers élémens du commerce étoient encore ignorés, où l'on se faisoit un principe de gouvernement de gêner le commerce par la terreur vague d'une disette ; où l'on ne sçavoit pas la différence qu'il faut mettre entre gêner le commerce & forcer le Négociant à le faire sans abus ? Quoi ! dans le moment où le Ministère vient de lever les entraves mises au commerce des bleds, où il facilite le plus l'exportation de toutes nos denrées, quelqu'un ose proposer de gêner les transports de nos Eaux-de-vie, & croit plaider la cause de cultivateur ? Que ce cultivateur seroit à plaindre & de pareils donneurs d'avis étoient écoutés !

On le demande à M. de Montalembert ; seroit-il possible d'empêcher le Négociant de n'acheter des Eaux-de-vie que suivant les demandes, sans forcer le propriétaire à ne vendre sa denrée que dans le moment de ces demandes ? Le premier inconvénient qui naîtroit de-là, c'est qu'il n'y auroit qu'un tems dans l'année, & un tems fort court, où le propriétaire pût s'aider de son bien. Il se verroit très-souvent dans l'abondance d'une matiere en nature & dans le besoin le plus pressant d'especes qu'il ne pourroit se procurer. Rien de si variable que le prix des Eaux-de-vie. Le moindre accident vrai ou supposé arrivé à la vigne, fait hausser ou baisser ce prix. Si les demandes arrivoient dans le moment où le prix est bas, le cultivateur perdrait considérablement & n'auroit plus de débouché lorsque sa denrée auroit acquis une plus grande valeur.

Le second inconvénient ne seroit pas moindre ; on faciliteroit infiniment par cette gêne le monopole & l'abus dont on se plaint : car les Négocians étant certains du tems de la vente, pourroient beaucoup plus aisément s'entendre, pour faire craindre au cultivateur de ne pas vendre sa marchandise dans le tems limité ; & la crainte de voir ce tems expiré sans pouvoir vendre, la certitude que ce moment ne reviendrait plus ou de très-long-tems, mettroient le propriétaire dans la cruelle nécessité de recevoir la loi qu'on voudroit lui faire.

Le troisieme est également sensible ; souvent le Commissionnaire n'a que quinze jours pour le chargement d'un navire ; & la cargaison de ce navire a exigé deux mois de préparatifs. Il arrive fréquemment que les navires ne peuvent pendant des trois & quatre mois entrer dans nos ports. Si pendant ce tems-là il étoit défendu au propriétaire de vendre sa denrée, ne se verroit-il pas dans une disette réelle au milieu de ses biens ?

L'intérêt du cultivateur se réunit donc à celui du Négociant pour déterminer le Gouvernement à rejeter des idées aussi contraires au bien public que celles que l'on vient de combattre. La Lettre de M. de Montalembert est une nouvelle preuve du danger qu'il y a d'écrire sur des matieres que l'on n'entend pas, & sur-tout de la nécessité de réprimer la licence d'une plume qui sous prétexte de bonnes intentions, se permet de calomnier par une diffamation publique une classe d'hommes pleins d'honneur & de probité, utiles à la Patrie, & dignes de toute la protection du Ministère.

C'est dans l'espérance d'obtenir cette protection, que les Négocians attaqués osent adresser leurs très-humbles représentations au Conseil. Prêts à renoncer au droit qu'ils ont de porter leurs plaintes dans les Tribunaux, ils demandent pour toute réparation de l'insulte publique qui leur a été faite, que le Ministre daigne faire insérer dans la Gazette du Commerce le présent Mémoire qu'ils ont l'honneur de lui adresser.

GAZETTE DU COMMERCE, DE L'AGRICULTURE ET DES FINANCES.

ANNÉE 1765. Du Mardi 17 Décembre.

AGRICULTURE.

§. I.

S U I T E de la description d'Ana Bona.

SI par avarice on entend seulement le simple desir d'amasser de l'argent, on aurait tort de taxer les Hab. d'Ana Bona de ce vice, puisqu'ils ne connaissent point ce métal, mais dans le sens le plus général du mot, on peut avec raison les accuser d'une sordide avarice, car ils y montrent les plus grandes dispositions dans leur commerce; ils n'ont aucun principe d'honneur & se piquent de se duper les uns les autres, comme ils feraient des étrangers. Loin d'être enclins à la jalousie, ils sont d'un caractère si facile qu'ils abandonnent leurs femmes & leurs filles au plus offrant.

La bourgade devant laquelle nous jetâmes l'ancre, & qui, à ce que j'ai appris, est la plus considérable de l'Isle, est composée d'un grand nombre de petites cabannes, il y en a une très grande à laquelle ils donnent le nom de temple, & une moins considérable qui sert de logement au Gouverneur; celui-ci nous reconnut pour Anglais & prit notre bâtiment pour un Vaisseau de guerre, à cause de sa grosseur & de ses canons; aussitôt que nous eumes mouillé, il vint à notre bord dans une barque, ou pour mieux dire dans un arbre creusé; il rendit ses devoirs au Capitaine qui le reçut fort poliment, lui donna un habit à l'Anglaise

pour quelques bagatelles que ce Gouverneur lui avait apportées en présent. Il donna aussi quelques vêtements à ceux de sa suite, mais il insista sur le privilege des Vaisseaux de guerre, qui est de ne point payer de droits pour la liberté de commercer.

Pendant le peu de séjour que nous y avons fait, nous avons toujours été fournis de tout ce que l'Isle produit au plus bas prix, parce que les Habitans ne connaissent point la valeur de leurs denrées. Après avoir levé l'ancre, nous arrivâmes en 6 jours à Cabenda sur les côtes d'Angola, traversée qui ne s'était jamais faite en si peu de temps.

DE NEWYORK, le 30 Septembre.

Révolte des Negres.

Le Capitaine Wright est arrivé ici le 24 de la baye de Honduras en 39 jours. Il rapporte que les Negres de M. Cook se maintiennent toujours en possession d'une grande partie de la nouvelle riviere, & qu'ils ont été joints par plusieurs de leurs freres qui se sont sauvés depuis peu de la maison de leurs Maîtres, qu'ils sont actuellement au nombre de soixante & dix bien armés, qu'ils ont envoyé demander aux Espagnols si leur intention était de les protéger dans le cas où les Anglais les obligeraient de s'éloigner, mais qu'ils ont reçu une réponse négative avec ordre de se rendre sur le champ dans leurs habitations; qu'ils ont tué plusieurs Matelots appartenants aux Vaisseaux qui étaient

M m m

dans cet endroit; qu'ils avaient monté la rivière dans des bateaux, & qu'il y avait parmi eux un homme de l'équipage du Vaisseau du Capitaine Wright, trois de celui du Capitaine Keerstead, un Espagnol qui était venu pour traiter avec eux en faveur des Anglais, & trois hommes de l'équipage d'un Vaisseau de Londres & que l'on avait envoyé à leur ren-

contre un bateau avec onze hommes que l'on croyait être tombés entre leurs mains & avoir été massacrés; qu'enfin les Nègres étaient devenus si formidables qu'ils avaient répandu la frayeur parmi les Habitans de la Baye, & que plusieurs d'entre eux avaient été obligés d'abandonner leurs travaux, & étaient fort embarrassés pour trouver un asyle.

E T A T du prix du Froment réduit au septier de Paris & prix communs du pain & des fourrages pendant la première quinzaine de Novembre dans les GÉNÉRALITÉS de

BESANÇON.		CHAALONS.		P A U.		VALENCIENNES.	
LIEUX des Marchés.	PRIX.	LIEUX des Marchés.	PRIX.	LIEUX des Marchés.	PRIX.	LIEUX des Marchés.	PRIX.
	l. f. d.		l. f. d.		l. f. d.		l. f. d.
Arbois.	19 17 6	Bar-sur-Aube.	12 9 7	Auch.	21 3 5	Avesnes.	17 5
Beaume.	16* 8	CHAALONS.	12 18 9	Bayonne.	22 3 9	Bavey.	15 15
BESANÇON.	17 10	Chaumont.	13 10	Dax.	23 17 4	Cambray.	25
Dole.	18 16	Epernay.	13 4	Fleurance.	16* 14 9	Condé.	18 4
Gray.	18 8	Joinville.	13 13	Isle Jourdain.	22 4 4	Givet.	16 15
Lons-le-Sau-		Langres.	12	Mauleon.	22 10	Landrecy.	16 3 1
nier.	21 12	Mezieres.	13 19 10	Mirande.	19	Mariembourg.	19* 12
Orgelet.	19 4	Reims.	16* 11	Montrejuu.	21 2 4	Maubeuge.	15 17 7
Ornans.	17 10 9	Rethel.	13 8 1	Mont de-mar.	21 2	Philippeville.	18
Poligny.	22* 8	St. Dizier.	11 8 9	Muret.	22 7 9	Quesnoy.	13* 8 9
Pontarlier.	19 4	Sainte - Me-		Oleron.	21 1 9	St. Amand.	18 8 9
		nehault.	11 12	P A U.	21 14	VALENCIEN-	
Salins.	18 8	Sezanne.	12 18 6	S. Jean-Pied.	24	NES.	15 7 6
St. Claude.	20 16 10	Troyes.	12 12	S. Sever.	17 7 6		
Vesoul.	16 16	Vaucouleurs.	10* 10	Sauveterre.	24		
		Vitry.	11 16	Tarbe.	24* 7 6		
PRIX COMMUNS.		PRIX COMMUNS.		PRIX COMMUNS.		PRIX COMMUNS.	
From. le sep.	18 19 11	From. le sep.	12 16 9	From. le sep.	21 11	From. le sep.	16 13 1
Pain la liv.	2 5	Pain la liv.	1 5	Pain la liv.	2 6	Pain la liv.	2 3
Foin le quint.	1 4 1	Foin le q.	1 11 10	Foin le q.	1 14 7	Foin le quint.	1 10 9
Paille le q.	12	Paille le q.	16	Paille le q.	17 2	Paille le q.	1 3

DE DAX, le 4 Décembre 1765.

Prix commun de plusieurs denrées pendant le mois de Novembre 1765.

Le froment a été vendu dans le mar-

ché de Dax pendant le mois de Novembre, 24 #; — le seigle, 14 #; — l'avoine, 12 # 15 6 de le septier mesure de Paris; le vin rouge de Chalosse vieux, 35 # 16 #; — d°. blanc, 32 # 12 #; — le vin nouveau, 30 # la barrique.

Prix des matieres resinenses & autres.

Resine, 3 # 15 s 6 d; — bray, 3 # 9 s; — poix pege, 4 # 7 s 6 d le quint. le goudron, 28 # 12 s la barique, 9 # 13 s le gros baril, & 4 # 13 s le petit: outre ces matieres, il se vend encore au Marché de Dax de l'huile de térébentine, des planches & solives de bois de pin, de la cire & autres productions du Marancin.

§. II.

SUITE des additions aux observations insérées dans la feuille N°. 41 de la Gazette d'Agriculture du Samedi 19 Octobre 1765, sur l'utilité des mûriers à basse tige, avec les moyens de les faire réussir dans les terres maigres, arides &c.

On pourrait à l'occasion des terrains de peu de valeur où les mûriers ont très-bien réussi, citer pour modele la dépense qu'on fait dans les montagnes arides & maigres de la Savoie exposées au midi, afin d'encourager nos Cultivateurs à ne pas apporter autant d'indifférence à la plantation des mûriers. On y ouvre des fossés de huit à 10 pieds de diamètre, on les remplit de bonne terre qu'on transporte d'une, deux jusqu'à quatre lieues de distance, les mauvaises sorties de la fosse, servent seulement à la border du côté du valon, pour y conserver l'humidité qui coule d'en haut; ces arbres font de très prompts & grands progrès qui dédommagent bientôt de la dépense qu'on ne craint pas de faire dans ce Pays là, parce qu'on y connaît mieux son bénéfice que nous ne faisons encore en France; nous ne la craignons cependant pas pour des arbres moins utiles & de pur agrément, nous en faisons même volontiers pour satisfaire notre ambition à entreprendre tout à la fois de très-vastes plantations de mûriers qui réussissent quelquefois assez médiocrement, & toujours par le défaut d'attention & de soin; cet arbre étant sorti de sa jeune & première éducation, étant celui de tous qui croît le plus librement & en toutes sortes de terrains, pour peu qu'il soit soigné & conduit; il conviendrait donc mieux de se retrancher dans les trop grandes plan-

459
tations, d'en jeter la dépense sur un moindre nombre, & de continuer successivement d'année en année; le profit serait plus certain & plus considérable, cent mûriers bien venants, valent mieux que mille languissants & négligés.

La Société d'Agriculture du Bureau de Tours persuadée de cette vérité, vient d'établir un prix en faveur des Colons de la Touraine, pour celui qui plantera six pieds de mûriers qui feront le plus grand progrès pendant deux ans; le nombre des concurrents ne peut manquer d'être très-considérable, ce qui successivement multipliera la bonne plantation en augmentant l'encouragement à la meilleure culture.

C O M M E R C E.

§. I.

DE LONDRES, le 8 Déc. 1765.

Actions sur le Gouvernement & sur les Compagnies.

Annuités réduites en 1751 à 3 p 0 90 à 5 8.

Consolidées par Georges II & Georges III. d°. 91 1/2.

1726, d°. — 1756, 3 1/2 p 0 : — 1758 d°. 95 1/2; — 1760, 4 p 0 102 1/2; — 1763 d°. 99 1/2; — Marine 1763 d°. 99 1/2; — 1765 annuités à 3 p 0; — d°. Tontine, 89 1/2; — d°. billets de loterie; — d°. omnium.

Billets de l'Echiquier à 3 p 0; — d°. nouveaux à 4 p 0 1 s escompte; — des vivres de la Marine d°.

Longues ann. non rachetables sur le pied de 4 p 0 28 1/2.

Banque, 5 p 0 135 1/4 à 1/2; — Comp. du Sud, 3 1/2 p 0; — anc. ann. de cette Comp. 3 p 0 88 1/2 à 5 8. — nouvelles d°. 89; — 1751 d°. — Comp. des Ind. 6 p 0 166; — ses ann. 3 p 0 87 1/4; — billets de l'Inde, 5 p 0 32 à 31 s.

COURS DU CHANGE le 5 Déc.

Ams. à 2 uL 1/2 35. 7; d°. à vue, 35. 2 1/2

M m m ij

— Hamb. à 2 uf. $\frac{3}{4}$ 34. 6; — Paris, à 1 jour de date, $31\frac{1}{2}$; — d°. à 2 uf. $31\frac{1}{4}$; — Bord. 31; — Cadix, 40; — Lisbonne, 66 $\frac{1}{8}$; — Livourne, 50 $\frac{3}{4}$.

D'AMSTERDAM.

Cours des Changes & Effets publics du 5 Décembre 1765.

EFFETS PUBLICS.

Actions de la Comp. Hol. des In. Or. 568; — d°. de la Comp. Hol. des In. Oc. 60; — d°. de la Banque d'Angleterre, 137 $\frac{1}{4}$; — d°. de la Comp. Ang. des In. Or. 167 $\frac{1}{2}$; — d°. de la Comp. de la M. du S. 106; — Ann. à 4 p^s 1760; — consolidées à 3 pour $\frac{5}{8}$.

COURS DU CHANGE.

Londres, 35 à 34. 11; — d°. à 2 uf. 34. 9 à 8 $\frac{1}{2}$; — Paris 55. 3 16^e. — d°. à 2 uf. 54 $\frac{3}{4}$; — Bordeaux, 54. 7 8^e. — d°. à 2 uf. 54 $\frac{3}{4}$; — la Rochelle, 54 $\frac{1}{2}$; Bilbao, 96 $\frac{1}{2}$; — Madrid 97 $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$; — Cadix, 97; — Seville 96 $\frac{1}{2}$; — Lisbonne 46; — Venise, 91, 7 8^e. à $\frac{3}{4}$; — Gênes, 86 $\frac{1}{2}$; — Livourne 89; — Vienne, 35 $\frac{1}{4}$; — Hambourg, 32. 7 8^e. — Anvers & Gand, 2 $\frac{1}{2}$; — Bruxelles, 2 $\frac{1}{4}$; — Zelande, 1 $\frac{1}{2}$; — Rotterdam, $\frac{1}{4}$; — Genève, 90; — Agiot de la Banque, 4. 7 8^e. p^s.

DE MARSEILLE, le 2 Décembre 1765.

DÉPART de Navires.

Il est sorti de ce Port du 25 Novembre au 1^{er} Décembre, 74 bâtimens Français & 11 étrangers, allant à Martigues, à Arles, à Cette, à Agde, à Narbonne, à Bormes, à Toulon, à Hieres, à S^t. Trophes, à Frejus, à Monaco, à Nice, à Menton, à la Côte, à Gênes, à Diano, à Ancône, à Livourne, à Civita-Vecchia, à Barcelone, à Alicante, à la Ciotat, à Malaga, à Valence, à Naples, à Messine, à Palerme, à Malthe, à Tunis, à Constantinople, à Cadix, à Nantes, à S^t. Malo, au Havre.

ARRIVÉE DE NAVIRES.

Il est entré dans le même Port & dans le même espace de temps 52 Navires Français & 17 Etrangers venant des Cayes, de Westerwick, de Stockholm, de Smyrne, de Patras, de Morée, de Soufe, d'Alger, de Tunis, de Nantes, du Havre, de Cadix, de Port Mahon, de Valence, d'Alicante, de Barcelone, de la Ciotat, de Termini, de Palerme, de Messine, de Naples, de Calabre, de Gênes, de la côte, de Diano, de Nice, de Monaco, de Vintimille, d'Arles, de Cannes, de Frejus, de S^t. Trophes, de Port Maurice & de Toulon.

DE BORDEAUX, le 10 Déc. 1765.

EXPORTATION.

Il a été exporté de cette Place, tant par terre que par mer, pendant le mois de Novembre dernier, les marchandises du cru des Isles & Colonies Françaises de l'Amérique, ainsi qu'il suit.

PAR TERRE.

Pour la Franche-Comté, 4035 liv. d'indigo & 2155 liv. de rocou; — pour Sarbruck en Lorraine, 3012 liv. de café; — pour Nancy, 640 liv. de rocou; — pour l'Alsace, 1655 liv. d'indigo & 640 liv. de rocou; — pour Strasbourg, 322 liv. d'indigo; — pour Nuremberg, 641 liv. d'indigo; — pour la Souabe, 1118 liv. d'indigo; — pour la Suisse, 2273 liv. de café; — pour Genève, 1803 l. d'indigo.

PAR MER.

Pour Hambourg, 120 barriques, 18 quarts de sucre brut; 166 barriques, 3 quarts de sucre blanc, 2882 liv. d'indigo, 51, 870 liv. de café; 1112 liv. de cacao; — pour Amsterdam, 10 quarts de sucre brut; 7427 liv. d'indigo; 50,414 liv. de café; 671 liv. de rocou; — pour Breme, 173, 752 liv. de café; 305 liv. de rocou; — pour S^t. Sebastien, 195 barriques de sucre blanc; 1242 liv. de cacao; — pour Londres, 17,355 liv. d'indigo; — pour Bilbao, 52 barriques de sucre blanc; —

pour l'Espagne, 23 barriques de sucre blanc; — pour Bayonne, 12 barriques de sucre blanc, 5499 liv. de cacao; — pour Lubeck, 29 barriques de sucre brut, 940 liv. d'indigo; — pour Bruges, 292 liv. de cacao; — pour Middelbourg, 1916 liv. de café; — pour la Rochelle, 900 l. d'indigo.

Il est outre cela sorti de la même Place & dans le même espace de temps, pour l'Espagne, 159, 200 liv. de farines, 6000 de pois chiches, 6000 liv. de fèves; pour Hambourg, 24, 100 liv. de pois chiches; — pour Lubeck, 10,000 liv. d°. — pour Amsterdam, 1900 liv. d°. — pour Dublin, 600 liv. de lentilles.

IMPORTATION.

Il est arrivé dans le Port de Bordeaux pendant le mois de Novembre dernier, des Navires étrangers à vuide de l'encombrement de 1380 tonneaux de mer; & du 24 Novembre au 6 Décembre, 20 Navires venant de Rotterdam, d'Amsterdam, de Riga, de Königsberg, de Kork, de Dorth, de Hambourg, de Bremen, de l'Île Dieu, de Dunkerque, de Nantes, de St. Jean de Luz, de St. Domingue, avec du sucre, du café, de l'indigo, du cacao, du fer en barres, en bottes, en cloux, en verges, du plomb, des morues vertes & différentes sortes de marchandises d'épicerie, de merceries & de clinqualleries.

DE LA ROCHELLE, le 7 Déc. 1765.

EXPORTATION.

Il est sorti du Port de cette Ville dans le Courant de Novembre dernier, 39, 566 liv. d'indigo; — 376,505 liv. de sucre brut; 156,823 liv. de sucre terré; — 53,602 liv. de sucre en pain; — 148, 068 liv. de café; — 1100 peaux de chevreuils; — 600 peaux de martres; — 708 liv. de pelleteries communes; — 59, 480 veltes d'eau-de-vie; — 14,580 liv. de coton; — 1050 liv. de cacao; — 92 liv. de carer; — 4549 liv. de syrops melasse.

L'eau-de-vie de Cognac vaut 110 #; — celle de Seudres & d'Oleron, 95 à

96 #; — celle de St. Martin, 100 #; — celle de la Rochelle, 105 #; — le sel de St. Martin, 820 #; — celui de chaudières de Seudres, 800 à 810 #; — le blanc, 840 à 850 #; — le froment, 198 à 203 #; — le seigle, 150 à 153 #; — l'orge, 118 à 120 #; — l'avoine, 62 à 65 #; — l'indigo cuivré, 5 # 5 s; — le café de St. Domingue, 11 s 6 d. à 13 s 6 d.; — le sucre brut 24 à 30 #; — le syrop melasse, 10 #.

Le Navire l'Aimable *Angelique*, Capitaine *Cadon*, a mis à la voile le 30 Novembre pour le Cap & la Louisiane.

IMPORTATION.

Il est entré dans le Port de cette Ville pendant la première semaine de Décembre, les Navires les *Trois amis*, la *Providence* & le *Gagne petit*; la *Providence* venant de St. Malo, & les deux autres du banc de Terre Neuve, tous les trois chargés de 6500 morues vertes avec leurs langues & têtes, 700 quint. de morues seches, 400 fletans, 2 barriques & un quart d'huile de poisson.

DE NANTES, le 8 Décembre 1765.

DÉPART de Navires.

Il est sorti de ce Port les Navires le *Jeune Henry*, de 450 tonneaux, Capitaine *Granmont*, & le *Pierre*, Capitaine *Nic. Derdeyn*; le premier pour le Port-au-Prince, le second pour Ostende avec du vin d'Amont, de l'eau-de-vie & des chataignes.

ARRIVÉE de Navires.

Il est entré dans le même Port pendant la première semaine de Décembre, 12 Navires Français & vingt-deux étrangers venant de Petersbourg, de Riga, de Sterin, de Dantzick, de Zericzée, de Staveren, de Terver en Zeeland, de Dort, d'Amsterdam, de Rotterdam, d'Ostende, de Dunkerque, de St. Malo, de Morlex, de l'Orient, de Hennebond, de Lianes en Espagne, de St. Jean de Luz, de Bayonne & de Bordeaux.

C H A N G E S.

De. 1765.	Jendi 12.	Ven. 13.	Sam. 14.
Amsterdam.	56	56	56
Londres.	31 7 8 ^c .	31 7 8 ^c .	31 7 8 ^c .
Hambourg.	176 $\frac{1}{2}$. .	176 $\frac{1}{4}$. .	176 $\frac{1}{4}$. .
Madrid.	15 5 . . .	15 4 6 . .	15 4 6 . .
Cadix.	15 3 . . .	15 3 . . .	15 3 . . .
Livourne.	96 $\frac{1}{4}$. . .	96	96
Lyon, St.	$\frac{1}{8}$ Ben. . .	$\frac{1}{8}$ au pair	$\frac{1}{8}$ B. au p.

§ I I.

NAVIRES en armement.

DE NANTES, le 6 Décembre 1765.

Les Navires l'*Arcahaye*, de 200 ton. Capitaine de la *Pivardiere*, est en charge pour le Port-au-Prince; la *Concorde*, de 100 tonneaux, Capitaine *Gabriel Van Leeningue*, est en charge pour Amsterdam; la *Dame Catherine*, de 60 tonneaux, Capitaine *Jacob Boogaard*, est en charge pour Bruges.

A V I S.

Il sera vendu à St. Malo le Samedi 28 Décembre 1765, 451 boucauts, 2 barriques & 18 quarts de sucre terré de St. Domingue, munis d'acquits de Guinée, payables après la livraison qui commencera le 30 Décembre, en lettres de change sur Paris à deux usances dûment acceptées & endossées par un Négociant de la Place, aux mains de MM. DE LA LANDE MAGON fils, & VILLEGILLE, divisés en 30 lots, comme il est marqué plus bas, se réservant la faculté d'en adjuger un ou plusieurs à la fois, & s'il se trouve des avaries, elles seront réglées à dire d'Experts, sans que l'acquéreur puisse refuser de prendre les futailles qui en seront plus ou moins atteintes.

L O T S,

I. 10 boucauts; II. 6 boucauts 5 quarts; III. 8 boucauts 2 quarts, IV. 9 boucauts, 1 barrique; V. 15 boucauts; VI. 19 Bou-

cauts, 1 quart; VII. 17 boucauts 3 quarts; VIII. 19 boucauts 1 barrique; IX. 15 boucauts; X. 16 boucauts; XI. 16 boucauts; XII. 20 boucauts; XIII. 17 boucauts; XIV. 16 boucauts; XV. 15 boucauts; XVI. 21 boucauts 4 quarts; XVII. 19 boucauts 1 quart; XVIII. 19 boucauts 1 quart; XIX. 20 boucauts; XX. 19 boucauts; XXI. 6 boucauts; XXII. 19 boucauts 1 quart; XXIII. 20 boucauts; XXIV. 20 boucauts; XXV. 10 boucauts; XXVI. 14 boucauts; XXVII. 16 boucauts; XXVIII. 7 boucauts; XXIX. 12 boucauts; XXX. 11 boucauts. Les montres de ces sucres se trouvent chez M. Charles Henocque, Négociant, rue de la grande Truanderie à Paris.

S U I T E de la lettre de M. Baffert.

Sixièmement, L'usage de la montre de M. Harrison ne saurait être aussi utile pour la mer que celui d'une montre ordinaire qui serait bien faite.

Par la loi du choc des corps, moins une puissance est dominante, plus la direction du corps qu'elle met en mouvement, est dans le cas d'être interrompue, & sa vitesse d'être accélérée, retardée ou arrêtée par quelqu'autre puissance. De même, plus un balancier est pesant relativement à sa force motrice & exposé à des secousses ou à des mouvements externes, moins la montre doit soutenir sa régularité. Par la même raison, comme le balancier de la montre de M. Harrison est trop lourd puisqu'il arrête au doigt suivant le rapport du Commissaire qui dit : mais j'y vois des inconvénients, la montre est sujette à être dérangée & même arrêtée quand il survient quelque mouvement subit; ALORS ELLE NE PEUT POINT SE REMETTRE D'ELLE-MEME. Son mouvement peut donc être anéanti & sa vitesse accélérée ou retardée, suivant la situation & le degré de force du roulis, des sauts & d'autres mouvemens auxquels un vaisseau est sujet; de sorte que le degré de la régularité de cette montre, (en supposant d'ailleurs qu'elle fût parfaitement réglée, sans autres inconvénients ni autre défaut) se trouvant comme le nombre des mouvements du Vaisseau, opposants à la vitesse de son balancier, est à celui des favorisants; il est constant qu'elle ne saurait accuser qu'une heure incertaine, &

qu'on ne pourrait par conséquent faire quelque opération en mer sans crainte d'erreur; crainte qui doit être d'autant plus fondée, que son balancier vient se presser contre une goupille, puisque nous voyons journellement qu'une montre qui a la grandeur des oscillations de son balancier limitée, ne se règle point.

Je puis en donner des preuves certaines par une montre qui faisait en la portant un écart de 10 ou 15 minutes par jour. La première fois je la visitai avec toute l'attention qui me fut possible; je n'y trouvai autre défaut que le balancier d'inégal poids; j'examinai si les distances de ses barretes étaient inégales, & après y avoir remédié & m'être assuré de la marche de la montre, je la livrai. Les variations se trouverent néanmoins en la portant, depuis 8 jusqu'à 14 minutes: la seconde fois ne trouvant encore rien qui pût m'indiquer d'où provenaient ces erreurs, le scrupule me procura beaucoup d'ouvrage inutile, attendu que quoique je visse que le propriétaire de la montre boîttait des deux côtés, l'idée ne m'était point venue que sa marche avait quelque rapport avec celle de la montre; & cependant c'était le mouvement de la hanche qui faisant frapper la goupille du balancier contre la coulisse, occasionnait les variations.

La suite à un autre ordinaire.

FINANCES.

§. I.

S U I T E des lettres sur l'état des Colonies Anglaises en Amérique.

EXTRAIT d'une lettre de MARYLAND.

LEs Habitans de ce Pays se plaignent beaucoup des impôts qu'ils sont obligés de payer à la Métropole; qu'il leur est plus difficile aujourd'hui de donner 100^{li} à l'Angleterre, qu'il ne leur était autrefois d'en donner 1000, puisque même ils n'ont pas la liberté d'envoyer dans les marchés de l'Europe, une quantité de bois qui leur

est d'autant plus préjudiciable qu'ils pourraient tirer meilleure partie de leurs terres en les cultivant.

E X T R A I T d'une lettre de Boston dans la Nouvelle Angleterre, du 5 Août 1765.

Il me faudrait une semaine entière pour vous faire part de tout ce que j'aurais à vous dire sur les affaires publiques: quant aux droits de timbre qui commenceront à être perçus le premier de Nov. prochain. Je ne présume pas qu'ils subsistent long-temps; car cette imposition est regardée ici en général comme arbitraire & contraire aux constitutions, & comme une atteinte portée aux chartes & aux contrats passés entre le Souverain & ses Sujets, & nous croyons être en droit de refuser de nous y soumettre. Quoi qu'il en soit, je pense que la plupart des Commis du papier marqué ne pourront se résoudre à exécuter une commission dont l'effet serait si funeste à leur Pays.

Nous avons dans cette Province deux cent mille Habitans, & autant à proportion dans les autres Provinces; ce qui fait en tout deux millions d'Habitans, vous pouvez juger par là qu'on s'y est pris trop tard pour nous enlever nos droits, & que nous ne serons pas d'humeur à souffrir des dragonades.

Il y a plus de seize ans que je suis dans ce Pays; & je ne connais pas un seul homme qui ne fût prêt à sacrifier sa vie & ses biens au service du Roi George III. mais aussi je suis bien persuadé qu'il n'y en a pas un seul qui ne fût prêt à tout entreprendre pour défendre ses droits, sa liberté & ses possessions. Si l'on touche à nos intérêts, notre corps politique ainsi que le corps humain, sentira l'impression du coup, & s'élèvera contre le bras qui l'aura porté.

Les livres de compte des douanes font voir que depuis qu'on a porté à trois deniers les droits sur chaque gallon de melle, on a levé 3000^{li} sterling de moins que dans le temps où l'on ne payait qu'un denier; & vos petits Vaisseaux de guerre passent leur temps ici à consommer les provisions du Roi, & ne font ni profit ni honneur.

LETTRES-PATENTES DU ROI,

Qui nomment des Commissaires du Conseil pour passer des Contrats de reconstitution permis par la Déclaration du 2 Juillet 1765.

Données à Compiègne le 30 Juillet 1765.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, &c. A nos amés & féaux les sieurs Trudaine, Conseiller d'Etat, & en nos Conseils royaux de Finance & de Commerce, & Intendant de nos Finances; d'Ormesson, Conseiller d'Etat en notre Conseil royal de Commerce, & Intendant de nos Finances; de Beaumont, Conseiller d'Etat, Intendant de nos Finances; & de Boullongne, Conseiller d'Etat, & Intendant de nos Finances; SALUT. Par notre déclaration du 2 Juillet 1765, nous avons ordonné que les Propriétaires des Contrats & Titres nouveaux passés en exécution de notre Edit du mois de Décembre 1764, qui voudraient s'en défaire, pourraient en transmettre la propriété par la voie de la reconstitution, à l'effet de quoi le Garde de notre trésor royal, en exercice chaque année, serait tenu de recevoir de tous ceux qui voudraient acquérir lesdites rentes, les deniers qui lui seraient offerts à cet effet, lesquels serviraient au remboursement des anciens Propriétaires qui en passeraient leurs quittances à la charge dudit Garde du trésor royal, auquel ils remettraient lesdites quittances, leurs contrats & pièces justificatives de propriété, avec les certificats des Conservateurs des hypothèques, qu'il ne subsiste aucune opposition sur le contrat remboursé; au moyen de quoi lesdits nouveaux Acquéreurs jouiraient desdites rentes, à compter du premier jour du semestre dans lequel seraient datées les quittances de finance qui auraient été expédiées à leur profit; & nous avons ordonné que sur le vu desdites quittances de finance, il serait par les Commissaires de notre Conseil, que nous nommerions à cet effet, passé des contrats desdites reconstitutions sous les mêmes numéros que les premiers, à l'effet de quoi lesdits premiers numéros seraient énoncés dans les quittances de finance desdites reconstitutions, pour être mis dans la roue lors des tirages de remboursements qui seraient faits en exécution de notre Edit du mois de Décembre dernier; & nous avons permis à tous Etrangers d'acquiescer lesdites rentes par la même voie de reconstitution, & de les posséder ainsi que nos propres Sujets. Les preuves que vous nous avez données en différentes occasions de votre zèle pour notre service, nous ont fait penser que nous ne pouvions faire un meilleur choix, & nous ont déterminé à vous charger de passer en notre nom les contrats desdites reconstitutions. A CES CAUSES, nous vous avons commis, ordonné & député; & par ces présentes signées de notre main, vous commettons, ordonnons & députons, pour & en notre nom, conformément à notre-

dite déclaration, passer tous les contrats de reconstitution des titres nouveaux qui pourront être faits en exécution de notre Edit du mois de Décembre dernier, & ce au profit de tous ceux qui en auront fourni la valeur entre les mains du Garde de notre trésor royal, soit nos sujets ou Etrangers. de ce faire vous donnons pouvoir, commission, autorité & mandement; validons dès-à-présent, autorisons & ratifions par ces présentes les contrats de reconstitution que vous aurez passés en vertu des présentes. Promettons en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous nos revenus, d'avoir agréable & de tenir ferme & stable tout ce que par vous aura été fait, & d'en faire expédier en cas de besoin toutes lettres de ratification & autres nécessaires: Car tel est notre plaisir, &c.

Paiemens des rentes sur l'Hôtel de Ville.

PAYEURS. MM.	Parties.	Lettres.	Prochain paiement de Déc.
Deschamps,	5 ^e .	L.	20
Carrelet,	31 ^e .	Toutes let.	18
Guidy,	34 ^e .	P. t. l. t.	20

COURS DES EFFETS PUBLICS A PARIS.

Déc. 1765.	Jendi 12.	Vendredi 13.	Samedi 14.
Ac. des Indes.	1360	1357 $\frac{1}{2}$	1357 $\frac{1}{2}$
Emp. de la Com.	440	440	440
Prom. à 5 p. 00.		15	15
Prom. à 4 p. 00.	36 $\frac{1}{2}$	37	36 $\frac{1}{2}$
Ac. des Fermes.	990. 92 $\frac{1}{2}$	992 $\frac{1}{2}$ 95	995. 92 $\frac{1}{2}$
L. de la 3 ^e . L. {	17	17	17
	23	26	
Amortissement.			10
2 f. p. l. du Dix.			418
Annuités.		418	81 $\frac{1}{2}$
Coup. d'an.	81 $\frac{1}{2}$	81 $\frac{1}{2}$ 81 $\frac{1}{2}$	14 $\frac{3}{4}$
Emp. de 50 mil.	14 $\frac{1}{4}$ 15. 2 ^m	14 $\frac{1}{4}$	
Col. 1759.			32
Canada.	32. 33	32	18 $\frac{1}{2}$ 9 ^e . 23
Epoques.	18 $\frac{1}{2}$	18 $\frac{1}{2}$ 10 ^e . 23	26. 20 $\frac{1}{2}$ 26
Réc. Nouette.	26 $\frac{1}{2}$	26 $\frac{1}{2}$	
CONTRATS.		48 $\frac{1}{2}$ 49	
3 p. 00 sur les Cui.			
Bretagne.			
T. & G. de Paris			
de Prov.			

A Paris, du Bureau de la Gazette du Commerce, rue Traversière, 176

A Paris, de l'Imprimerie de KNAPEN, au bas du Pont St. Michel, 176

GAZETTE DU COMMERCE.

ANNÉE 1765. Du Mardi 30 Avril.

SUITE de la question sur le degré de preuve que la Loi & l'usage donnent au livre d'un Marchand Détaillier, contre les Particuliers Acheteurs.

EN fait de marchandises, le défendeur qui se prévaut d'une prescription, est obligé de sermenter le paiement qu'il allègue; & cette prescription, en tout autre cas, rend le serment inutile. L'Ordonnance du commerce n'a donc fait une exception à cet égard, que pour faire voir que tout est en faveur du Marchand détaillier, ou du pauvre mercenaire qui réclame son dû. C'est le texte de l'art. 10 du tit. 1 de cette Ordonnance. Or, y a-t-il une pareille Loi qui porte qu'en conséquence de la contestation du défendeur, d'avoir été prendre la marchandise dont on lui demande le prix, & de son offre de sermenter cette négative, il sera renvoyé d'assignation en vertu de ce seul serment? Y a-t-il une autre Loi qui dise que cette seule contestation rendra inutile le livre du Marchand? Y en a-t-il enfin, qui oblige le Marchand de prouver sa demande par témoins, en cas de contestation? Et comment eût-on pu exécuter une pareille Loi? Ce sont les témoins mêmes que l'on fui, quand on est forcé d'acheter à crédit. Or, l'Ordonnance du commerce suppose en vingt art. la nécessité de vendre & d'acheter à crédit; & cela est en effet aussi avantageux au commerce, que commode pour les besoins de la société. Car, comme je le prou-

verai bientôt, il est de l'avantage du commerce de ne pas retarder les consommations; & il est très-consolant pour celui qui n'a pas d'argent, de pouvoir acheter à crédit ce dont il peut avoir un pressant besoin.

Après ces premières réflexions, il faut se tenir en garde contre des citations imposantes: Dumoulin que l'on cite sur la foi de Danty, n'a, dit-on aucune confiance dans les livres marchands, & pour prouver qu'il ne les croyoit efficaces que de Marchands à Marchands, on objecte ses termes, *Negotiis communibus*, (il est inutile de rapporter ici le passage entier). C'est en donnant à ces mots la signification d'une chose qui est autant à l'un comme à l'autre, & en les appliquant aux registres respectifs de deux Correspondans, qu'on suppose que Dumoulin ne parle que des *Marchands qui trafiquent ensemble*, au lieu que Ferrières dans son Commentaire sur l'art. 127 de la Cout. de Paris, a interprété ces mots, *in negotiis communibus*, par livraisons journalières & ordinaires. Car sur la foi même de Dumoulin, il dit que les livres des Marchands font preuve contre leurs débiteurs, quand ils sont en règle.

Danty qui a voulu interpréter Dumoulin par Dumoulin lui-même, rapporte cette distinction du même Auteur, *secus in rationibus Mercatoris, quæ sunt scriptura privata, quæ non facit plenam fidem, sed semiplenam, arbitrio Judicis*. Mais si ces termes prouvent qu'en 1530, les livres de Marchands étoient regardés comme des écritures privées qui ne faisoient pas une

preuve entière; ils prouvent également que ces livres fournissent du moins une demi-preuve; & cela tranche toute difficulté, puisque depuis le temps qu'écrivait Dumoulin, on a donné une nouvelle forme & un caractère juridique aux livres des détailliers.

Danty qu'on peut lire depuis la p. 549, jusqu'à p. la 557^e. finit sa dissertation en citant *Guenois* & les art. 126 & 127 de la Coutume de Paris, (lesquels, *quod notandum*, ne parlent que de ce qui est nécessaire pour interrompre la prescription), après quoi il argumente en ces termes :
 » si cette Coutume avoit jugé que les livres
 » des Marchands fissent foi par eux-mêmes,
 » il suffiroit aussi pour interrompre la pres-
 » cription d'un an & de six mois, puisqu'ils
 » tiendroient lieu d'une preuve écrite de la
 » dette.

Il est facile de réfuter cet argument :
 1^o. La Coutume de Paris a été rédigée long-temps avant l'Edit de 1673, ainsi l'on n'est point surpris du silence de cette Coutume sur les livres Marchands, sur-tout ce silence ayant aussi été gardé dans toutes les autres Coutumes du Royaume, dont plusieurs cependant, donnent au serment seul ce que l'Ordonnance du commerce ne donne qu'à un livre en forme.

2^o. Cette Ordonnance établit aussi formellement ces deux prescriptions d'un an & de six mois; & cependant elle veut que le Marchand puisse se servir de ses livres journaux comme d'une preuve écrite de ses dettes actives & passives; mais comme ce caractère de preuve étoit contraire au droit commun & à la maxime; *nemo propria manu sibi debitorem adscribit*; le Législateur en a borné la durée à un temps très-court.

Il y a plus, une lettre de change qui est un titre souscrit par le Tireur & par les Endosseurs, se prescrit par cinq ans, à compter de la dernière poursuite, & cette prescription n'est que de 3 ans, en faveur des simples cautions de cette même lettre. (V. les art. 20 & 21 du tit. 5 de l'Ordonnance du commerce.)

Or, si ce qui est du propre fait des débiteurs, si un titre qui dans la règle générale, auroit dû subsister 30 ans, se prescrit par cinq ou par trois ans, il n'est pas surprenant qu'une simple annotation souffre la prescription annuelle, & il n'est

pas conséquent d'en conclure que cette annotation ne doive faire aucune preuve.

En effet, l'Ordonnance du commerce veut que le Marchand détaillier puisse se servir de ses livres journaux, comme d'une preuve écrite de ses dettes actives & passives; c'est ce qui résulte expressément des art. 1, 9 & 10 du tit. 3, & de l'art. 3 du tit. 9 : autrement il eût été inutile de prendre tant de précautions pour donner une forme authentique à ces livres. Car enfin, pourquoi les faire chiffrer & millésimer par les Juges des lieux, comme l'ordonne l'art. 111? Objecter qu'ils sont assez authentiques pour faire preuve de Marchand à Marchand, mais qu'ils ne le sont pas contre les Acheteurs particuliers, c'est hasarder une absurdité révoltante, puisque les objets contentieux entre le grossier & le détaillier, sont toujours considérables; au-lieu qu'entre celui-ci & ses pratiques, il ne peut être question que de quelques petits articles. Ainsi il n'est pas naturel de penser que ce qui n'auroit pas force de Loi pour un objet modique, pût l'avoir pour des sommes considérables. Mais il y a plus, c'est que l'authenticité & l'exactitude des livres d'un Marchand détaillier ne peut être nécessaire au Marchand grossier, que lorsque le premier fait faillite, & lui abandonne ses biens. Car le Marchand grossier ne lui fait des envois que sur des ordres écrits, ou des livraisons en foire, que sur des billets à termes. D'où il faut conclure pour dernière conséquence, que des livres en forme devant avoir force de Loi, de l'aveu même des Adversaires, cette Loi n'a été établie directement qu'en faveur des Marchands détailliers vis-à-vis leurs pratiques, & indirectement en faveur des grossiers, qui ont intérêt de voir les détailliers se mettre en règle à l'égard des consommateurs. Voilà pourquoi Bornier dans son Commentaire sur l'art. 3 du tit. 111 de l'Ordonnance du Commerce, dit positivement que ceux cidoient être condamnés sur la foi du serment du détaillier & de son livre, » Si du moins ce Marchand est » en réputation d'un homme intègre & loyal; » s'il écrit lui-même dans son livre; s'il a la » réputation de ne rien écrire que ce qu'on » lui doit légitimement; s'il fait mention de » la cause pour laquelle on lui doit; enfin,

« s'il écrit ce qu'il doit aux autres, aussi bien que ce qui lui est dû. Brillion a dit la même chose sur le mot *livre* : Gaurret est aussi de cet avis, ainsi qu'on le peut voir dans son *style universel*, p. 220, édition de 1685. MM. Jousse & Salé, derniers Commentateurs de l'Ordonnance, ne sont pas d'un sentiment contraires; enfin Savary a pensé comme Bornier & Brillion.

Après cela, comment Ferrieres a-t-il pu ensuite se donner le démenti en disant dans son dictionnaire de pratique, que les livres des Marchands ne font foi que de Marchand à Marchand, & non envers un particulier qui conteste avoir pris la marchandise dont on lui demande le prix? C'est cependant l'opinion que viennent de suivre Danty, Denisart & l'Auteur d'un troisième dictionnaire imprimé à Paris en 1763, qui ont servilement copié Ferriere.

Leur grande raison est de dire, que le *Marchand est libre de vendre à crédit ou de ne pas vendre, & qu'il a à s'imputer de n'avoir pas pris ses sûretés quand il a vendu.*

J'ose regarder ces deux propositions comme de simples allégations contraires à l'usage général du Royaume, & aux progrès du commerce.

En effet, quel est le Tribunal en France où le livre d'un Marchand ne sert de preuve à sa demande, si son livre est en forme? Et quel est le Royaume dans l'univers où la nécessité de vendre & d'acheter à crédit ne soit pas reconnue? Or, s'il est incontestable qu'il faut maintenir cette confiance réciproque, tant pour ne pas retarder les consommations, que pour ne pas faire souffrir ceux qui ont besoin de quelque chose, quelles sûretés faudrait-il prendre désormais, pour ne pas exposer le vendeur aux dénégations injustes de l'acheteur, & le Citoyen en général à la cupidité d'un Marchand qui mettroit ce qu'il voudroit sur son livre? Y a-t-il quelque inconvénient à laisser à ces sortes de livres la foi qu'on leur a donnée jusqu'ici, ou à leur ôter, pour obliger le Marchand à ne vendre qu'argent comptant, ou sur des billets ou des actes? Voilà ce qu'il faut examiner avec toute l'attention que mérite cette question intéressante.

La fin l'ordinaire prochain.

DE BAYONNE, le 13 Avril 1765.

Le Capitaine *Laourtaudiere*, venant des Îles, est arrivé à St. Sebastien. Son Navire est chargé de tafia & de 30 barriques de sucre; il doit aller à Bordeaux.

Le Capitaine *J. David* est sorti de ce Port pour Rouen : deux bateaux plats du Roi, chargés de bois de construction, sont aussi partis pour Bordeaux. Cinquante cinq Navires mirent hier à la voile pour l'Espagne, Amsterdam & autres lieux.

Suivant une lettre du Cap en date du 2 Février dernier, les ventes des marchandises d'Europe y vont très mal; mais les denrées de la Colonie y sont très rares.

Les sucres y valent, première qualité, 69 à 70 # le cent; 2^e. 64 à 66 #; les communs, 56 à 58 #; le brut, 34 à 38 #; le café nouv. 16 à 16 # 6 d. la lb; le vieux, 13 à 14 #; l'indigo, 6 # 15 d. à 7 # la lb.

Le froment vaut ici 6 # 8 d. la conque; on continue de charger du bled d'Inde pour Lisbonne, il vaut 3 # 5 à 6 d.

Les jambons, suivant leur qualité, sont de 36 à 40 # le cent. Il y en a en abondance, les armemens pour l'Amérique, étant comme suspendus.

DE DUNKERQUE, le 15 Avril 1765.

Il est entré dans ce Port depuis le premier jusqu'à ce jour, 31 Bâtimens venant de différents endroits; & il en est sorti 32 pour différentes destinations, la plupart sur leur lest.

DE BORDEAUX le 20 Avril 1765.

Il est entré ici depuis le 13 jusqu'au 17 du courant, 27 Bâtimens; 5 viennent de la Guadeloupe, savoir; le *David*, Cap. Jalieau; les *Deux Amis*, Capitaine Lessenne; le *Succès*, Capitaine Vinot; l'*Eveillé*, Capitaine Lartigue; l'*Aimable Marie*, Capitaine Larrieu. Leur cargaison consiste en sucre brut & terré, en café, gingembre, confitures, sirops & melasses. Quatre viennent de la Martinique; le *Diligent*, Capitaine Vital Ferbos; l'*Olimpie*, Capitaine Bled; l'*Anne Elizabeth*, Capitaine Lacroix; la *Marie Marguerite*, Capitaine Mandavit. Ils ont apporté du sucre terré, du café, du cacao, des sirops & des liqueurs. Un vient du Cap, le *Fidèle*, Capitaine Palu Laconfourque. Il apporte du